



Consultation thématique mondiale sur l'éducation après 2015

Compte rendu de la discussion en ligne sur l'accès équitable à l'éducation

Contexte

La discussion en ligne sur le thème de **l'accès équitable à l'éducation** s'est déroulée du 10 au 28 décembre 2012. Au total **175 contributions** ont été déposées sur le site Web, en comptant les messages de modération. Dans leur grande majorité, ces interventions venaient de particuliers, mais quelques-unes émanaient d'organisations de jeunes, d'organismes gouvernementaux et d'organisations non gouvernementales locales et internationales.

La discussion s'est caractérisée par un haut degré de consensus, par la technicité croissante des contributions au fil du temps et par la diversité des sujets abordés. Certes les priorités en matière d'éducation ont varié d'un intervenant à l'autre, mais aucun désaccord n'est apparu. De même, relativement peu de participants ont exploité les remarques formulées par les autres. Le débat s'est toutefois distingué par l'étonnante diversité des interventions, dont une grande partie s'est légèrement éloignée du thème retenu, qui était l'accès équitable à l'éducation.

Thèmes généraux

Les **progrès réalisés jusqu'à présent** et le travail restant à accomplir pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont recueilli un consensus raisonnable (5 contributions). Alors que certains participants ont insisté sur les défis à relever par certains pays, d'autres ont présenté une évaluation plus globale. L'un d'eux a souligné que « si des progrès ont bien été accomplis pour élever le niveau d'éducation, certains pays peinent encore à améliorer leurs résultats. Dans les pays développés, les jeunes n'ont jamais passé autant de temps à l'école », ajoute-t-il, mais « dans de nombreux pays, la faiblesse des niveaux d'apprentissage est préoccupante, ce qui tend à indiquer que le temps passé à l'école n'est pas toujours bien mis à profit ». **La pauvreté** a été mise en avant comme facteur de non-scolarisation des enfants, de marginalisation et d'inégalités associées à la discrimination et à l'exclusion.

Un consensus fort (13 publications) a également été observé autour du **rôle fondamental de l'éducation dans le développement**. Certains participants ont souligné le « rôle primordial joué par l'éducation dans l'autonomisation des membres des communautés rurales ». Adoptant une perspective axée sur les droits de l'homme, d'autres ont soutenu que l'éducation « a le plus fort potentiel de transformer la vie des gens : elle fournit les compétences nécessaires pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté, elle renforce l'aptitude des plus vulnérables à surmonter l'adversité et elle encourage tout un chacun à adopter des valeurs et un mode de vie permettant de construire un monde plus juste, moins tourmenté et plus durable ». Plusieurs contributions ont également mis l'accent sur les liens entre l'éducation et d'autres secteurs, en insistant sur le fait que l'enseignement « contribue à la croissance économique, à la santé des populations et à la stabilité des sociétés » et que « savoir lire et écrire est le fondement, non seulement, de tous les autres apprentissages, mais aussi du succès des OMD ».

Thèmes spécifiques

L'éducation des filles a suscité un intense débat (29 contributions). Des intervenants ont rappelé que, dans certains pays, une fille est toujours considérée comme « un fardeau, que les parents marient dans son enfance pour s'en décharger sur une autre famille, qui la traite alors comme un bien à consommer ». Des participants ont également fait remarquer que l'égalité ne se limite pas à une simple parité numérique mais englobe aussi l'égalité des chances pour les filles. Les inégalités transversales et l'interaction entre les **inégalités de genre** et les **inégalités économiques** ont également été mentionnées. Les autres groupes marginalisés ont suscité un peu moins d'attention. Concernant les **enfants handicapés** (20 contributions), un intervenant a souligné que « les estimations selon lesquelles 98 % des enfants handicapés des pays développés ne seraient pas scolarisés ne peuvent pas être ignorées ». L'exclusion des **minorités ethniques** (5 contributions) et des **orphelins** (5 contributions),

même dans des pays relativement performants et particulièrement dans des pays en développement, reste une difficulté. La **langue d'enseignement** (2 contributions) continue de poser problème dans certains pays.

Selon de nombreux participants, la **gouvernance de l'éducation** (12 contributions) constitue aussi un facteur de première importance. Les dirigeants politiques ont souvent été désignés comme les responsables des défaillances résultant « de leur ingérence, de leur programme, de leurs intérêts personnels et de leurs conflits d'intérêt ». « L'amélioration de la gouvernance et de l'obligation de rendre des comptes » a été déclarée « de la plus haute importance », et les intervenants ont appelé la société civile et les médias à faire davantage pression sur leur gouvernement pour que des progrès soient réalisés en matière d'éducation. Beaucoup de participants ont fait remarquer que les gouvernements devaient faire plus pour améliorer le **financement de l'éducation** (12 contributions), notamment en allouant des « fonds suffisants pour permettre un accès universel à l'enseignement général » et en mettant en place des « politiques facilitant l'investissement de partenaires du secteur privé dans l'éducation ». Considérant que le rôle de l'aide financière dans l'éducation devrait être plus important, certains ont appelé les donateurs à attribuer au moins 10 % de leurs fonds au secteur.

Le manque d'équité dans l'accès à l'éducation a souvent été attribué à une insuffisance des ressources essentielles. Outre le besoin d'améliorer quantitativement et qualitativement la **formation des enseignants** (21 contributions) et celui d'accroître leur nombre dans les lieux isolés, « l'importance d'une professionnalisation d'un corps enseignant doté des compétences et du soutien financier nécessaires pour assurer l'éducation pour tous » a également été souligné. De même, la **nécessité de construire plus de salles de classes** (14 contributions) a été mise en balance avec celle d'améliorer, dans beaucoup d'endroits, le transport et d'autres types d'infrastructures, notamment **d'eau et d'assainissement** (2 publications).

La **pauvreté** (16 contributions) a été citée comme la principale barrière à l'accès à l'éducation, notamment chez les pauvres des milieux urbains, de plus en plus nombreux, tels que les enfants des rues. Certains participants ont souligné les « coûts cachés » d'une éducation censément gratuite, en faisant observer que, « pour les enfants les plus

défavorisés, même une éducation « gratuite » peut avoir un coût trop élevé ». D'autres ont rappelé qu'il existe « des indices clairs et constants démontrant que la réussite scolaire des enfants issus des foyers les plus pauvres est inférieure à celle des autres » et que des différences substantielles persistent dans la qualité de l'enseignement délivré aux riches et aux pauvres. Il a été remarqué que les enfants touchés par les **conflits et les catastrophes** (7 contributions) font partie des plus démunis. Enfin, le **travail des enfants** (8 contributions) a été évoqué pour illustrer la difficulté des choix auxquels sont confrontées de nombreuses familles pauvres.

De nombreux participants ont insisté sur le contenu et sur la quantité des enseignements dispensés aux enfants à l'école. La **qualité de l'éducation** (10 contributions) a été jugée extrêmement importante. Un intervenant a déclaré : « ils n'apprennent pas à lire, ils n'apprennent pas à compter et pourtant ils passent en classe supérieure. Les raisons de cette réalité sont très complexes, mais ses conséquences sont simples : les parents cessent d'envoyer leur enfant à l'école ». De même, la **pertinence de l'enseignement** (9 contributions) a souvent été considérée comme insuffisante, en raison « de programmes inadaptés, de formations improductives et d'absence de lien avec les besoins locaux ». Le problème du **chômage des jeunes** (7 contributions) découlerait en grande partie de cette carence. Les participants ont insisté sur la nécessité d'inscrire dans les programmes scolaires les thèmes de la **santé sexuelle et reproductive** (11 contributions) et du **VIH/SIDA** (2 contributions), du changement climatique et des **questions environnementales** (6 contributions), ainsi que de la **citoyenneté mondiale** (5 contributions).

À l'échelle locale, l'**implication auprès des écoles** (12 contributions) de « tous les acteurs locaux, notamment des parents, des enfants et des jeunes, y compris dans les processus de suivi et d'évaluation », a été jugée essentielle. Ce besoin a souvent été mis en relation avec celui d'**améliorer les données** (9 contributions) pour permettre une évaluation plus détaillée des progrès à réaliser. Le risque de voir des **barrières culturelles** (3 publications), y compris l'extrémisme et le terrorisme, empêcher « les institutions éducatives d'achever correctement l'année scolaire » a toutefois été évoqué.

Les différents niveaux des systèmes éducatifs ont également été cités. Les **premières années de**

l'enseignement (3 contributions) ont été déclarées importantes car « l'une des raisons pour lesquelles les enfants sont si nombreux à abandonner l'école à la fin des premières classes est qu'ils ne maîtrisent pas suffisamment la lecture et le calcul pour progresser aux niveaux suivants ». Certains participants ont proposé d'élargir les objectifs actuels à **l'enseignement secondaire** (5 contributions) et à **l'enseignement supérieur** (2 contributions), alors que d'autres ont préconisé de définir un objectif à l'apprentissage tout au long de la vie et de réformer **l'éducation non formelle** (9 contributions), en particulier en termes de reconnaissance des acquis.

Les apports précieux des **technologies de l'information** (6 contributions) et de **l'alimentation scolaire** (2 contributions) à l'éducation ont aussi été mentionnés.

L'éducation dans l'agenda du développement post-2015

Les participants ont fourni des réponses à nos questions, ainsi que quelques suggestions concernant les cibles et objectifs en matière d'éducation pour l'après-2015.

(a) Quels enseignements avons-nous tirés des OMD ?

Si les OMD ont apporté de nettes améliorations dans le domaine de l'éducation, « les groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés » n'ont pas été suffisamment visés. En d'autres termes, « en nous attachant à accroître le nombre d'enfants scolarisés, nous avons accordé de plus grandes chances à ceux qui étaient les plus faciles à atteindre. Dorénavant, nous devons nous concentrer sur ceux qui ont été laissés pour compte ».

(b) Quels défis reste-t-il à relever ?

L'éducation est un vaste « programme inachevé » : « le monde n'est pas en bonne voie : 61 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont toujours pas scolarisés, 775 millions d'adultes (dont deux tiers de femmes) sont toujours analphabètes et 250 millions d'enfants ne savent toujours ni lire, ni écrire quand ils entrent en quatrième année d'école ».

(c) Comment l'éducation devrait-elle apparaître dans l'agenda post-2015 ?

L'importance de l'emploi d'un langage clair lors de la rédaction des nouveaux objectifs a été soulignée pour garantir que les progrès ne seront pas entravés par une définition vague.

L'accent doit continuer d'être mis sur « le principe fondamental selon lequel l'éducation doit être libre, universelle et obligatoire », mais en déplaçant la priorité du « taux de scolarisation vers la rétention des élèves et l'achèvement du cycle d'études ». L'idée selon laquelle le cadre de l'après-2015 devrait reposer sur le principe égalitaire visant à réduire l'écart en matière d'accès et d'acquis notamment entre les plus pauvres et les plus riches a également soulevé un large consensus. Les nouveaux objectifs devront être quantifiables, et la disponibilité ainsi que la qualité des données devront être améliorées.

(d) Suggestions pour un nouvel objectif relatif à l'éducation

Un consensus est également apparu autour du fait que le cadre de l'après-2015 devrait comporter un nouvel objectif en matière d'éducation, car « dans le meilleur des cas, les objectifs fixent une orientation claire et commune et définissent l'échelle de l'action nécessaire pour parvenir aux fins voulues ».

Deux participants ont suggéré de nouveaux objectifs spécifiques à inclure dans le cadre de développement post-2015, accompagnés de leurs cibles et de leurs indicateurs.

Le **Secrétariat du Commonwealth** a proposé les trois objectifs suivants :

Objectif 1 Pour chaque enfant, terminer un cycle complet d'au moins neuf ans d'éducation de base gratuite et ininterrompue et acquérir des compétences conformes aux normes nationales.

Objectif 2 Élargir stratégiquement l'enseignement post-élémentaire afin qu'il fournisse les connaissances et les compétences nécessaires pour trouver un emploi et des moyens d'existence.

Objectif 3 Réduire et chercher à éliminer les différences dans les résultats scolaires des apprenants liées aux ressources de leur foyer, à leur sexe, à leurs besoins spécifiques, à leur situation géographique, à leur âge et à leur groupe social.

Save the Children a proposé un seul objectif :

Objectif Veiller à ce que d'ici à 2030, tous les enfants reçoivent une éducation de qualité et aient de solides acquis scolaires.

AVERTISSEMENT : Les observations, interprétations et conclusions exprimées dans le présent compte rendu sont celles des participants de la discussion ; elles ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions de l'UNESCO, de l'UNICEF et de l'Organisation des Nations Unies.